

# Faut-il médiatiser les prises d'otages ?



**Conférence-débat organisée par l'association Otages du Monde**

**le 20 octobre 2009, à la Maison des Etudiants de Caen,**

**dans le cadre du Prix Bayeux des correspondants de guerre**



**Benoit Dusquesne**

« *Faut-il médiatiser les prises d'otages* ». La question est belle, pas facile aussi. J'ai eu le coup de fil d'une radio locale cet après-midi qui me demandait ce qu'on allait faire et j'ai parlé de ma vision des choses. J'avais en mémoire ce qui s'était passé avec les otages d'Antenne 2 à la fin des années 80. Vous avez des photos, dans l'exposition présentée par Otages du Monde pour le Prix Bayeux, qui rappellent les libérations de Jean-Louis Normandin, Cornéas, etc. On se souvient surtout de ces images - beaucoup d'entre vous sont trop jeunes d'ailleurs pour s'en souvenir - qui ouvraient tous les jours le journal télé pour rappeler leur détention. À l'époque il y avait eu débat à la rédaction de France 2 pour savoir s'il fallait médiatiser cette affaire mais ça avait été accepté par le grand public comme quelque chose de nécessaire et salutaire. Il fallait rappeler chaque soir qu'ils étaient otages pour qu'ils vivent.

Jean-Louis Normandin, qui est devenu un ami, m'a raconté qu'un jour à Beyrouth dans sa cellule, à la mi-temps d'un match de foot je crois, il avait entendu Chirac ou Mitterrand parler de lui. Il s'était alors rendu compte à quel point on pensait à eux, à quel point ils étaient devenus une source de préoccupation nationale. Ça avait été important pour lui dans sa détention. Je me souviens aussi de ce qu'a dit Florence Aubenas sur le tarmac de l'aéroport et a souligné à quel point toutes les manifestations de soutien avaient été importantes. Sur la base de tout ça je me suis dit : il n'y a pas de question, il faut médiatiser les prises d'otages, en parler. Il y a les impératifs de la démocratie. Il est parfois nécessaire aux diplomates de pouvoir travailler dans le secret. Il y a des choses à ne pas dire quand on est journaliste. Et puis il y a le temps journalistique en lui-même. On publie les informations qu'on a.

Puis, je me suis rendu compte que ça n'était pas si simple, que les habitudes avaient changé, qu'on ne communiquait plus forcément, qu'un journaliste lui-même pris en otage a choisi de ne rien dire jusqu'à sa libération, six ou sept mois plus tard. Vous m'avez transmis aujourd'hui cette dépêche qui indique que les français, les chinois, les allemands sont les plus kidnappés et que les risques d'enlèvement ont plus que triplés en dix ans. J'avais l'impression comme n'importe quel

auditeur ou lecteur qu'il y avait moins de prises d'otages. Et pourtant la prise d'otages est un commerce qui marche bien. Malgré cela, on en parle moins. Est-ce que c'est une volonté, un choix, une politique?

Les intervenants sont là pour y répondre.

- **Christophe Beck** qui va nous parler de sa non-médiatisation, du choix qui avait été fait à l'époque de ne pas médiatiser sa prise d'otage. Il s'en mord les doigts aujourd'hui.

- **Philippe Ryfman**, universitaire, avocat et membre d'une ONG, Action Contre La Faim, et qui, à ce titre, doit suivre de près cette question pour savoir quelle attitude les ONG doivent adopter concernant ce phénomène.

- **Philippe Chapleau**, grand reporter à Ouest-France qui nous dira comment dans son journal ils se positionnent par rapport à cette problématique.

- **Philippe Lobjois**, grand reporter qui a travaillé sur le cas Ingrid Betancourt avec la réalisation d'un film pour Canal +, intitulé « En quête d'Ingrid », qui est sorti en 2003 bien avant sa libération.

**Christophe Beck, voulez-vous commencer ? Est-ce que cette question vous étonne ? Vous agace ?**



**Christophe Beck** : C'est vrai que cette question est complexe mais, au vu de notre histoire personnelle, je dis qu'il faut médiatiser les prises d'otages, monter des comités de soutien parce que ça permet à la famille de ne pas supporter seule le poids de tout ce qui se passe autour d'elle. Si on médiatise, automatiquement, ça fait bouger les gens. C'est une garantie pour que l'otage ne soit pas exécuté.

**Benoit Dusquesne : Pour que tout le monde comprenne, pouvez-vous nous rappeler votre histoire ?**

**Christophe Beck** : Je suis parti au Venezuela en 1992. J'avais acheté une ferme, je faisais de l'élevage, tout simplement. Le 13 octobre 2005, on est venu me chercher dans ma ferme. On m'a

mis une cagoule sur la tête et des hommes m'ont vendu à une milice de Chavez, l'ELN (Ejército de Liberación Nacional). Ils auraient pu me vendre aux FARC, c'est pareil.

**Benoit Duquesne : *Qui sont ces hommes de l'ELN ?***

**Christophe Beck :** Ce sont des dissidents des FARC. Leur mouvement, l'ELN, était tout récent alors ils ne savaient pas comment faire. Ils vous emmenaient en Colombie et là ce sont les colombiens qui négociaient avec les familles pour avoir l'argent. Voilà comment ça s'est passé grosso modo. Ça a duré 371 jours. L'État français a complètement interdit la médiatisation et a dissuadé ma famille de monter des comités de soutien. C'était donc un choix politique du quai d'Orsay.

**Benoit Duquesne : *Déjà, à l'époque, on ne voulait pas communiquer ?***

**Christophe Beck :** Il faut quand même savoir qu'il faut avoir les médias derrière soi pour faire bouger le corps politique. C'est clair et net. Je pense que c'est bénéfique pour eux et pour leur retour.

**Benoit Duquesne : *On y reviendra et on y reviendra avec le témoignage de votre épouse qui, elle, a vécu votre prise d'otage de l'autre côté et a eu à faire ce choix de la médiatisation ou pas.***

**Christophe Beck :** On ne lui a pas laissé le choix. On le lui a interdit. Les policiers qui étaient en place à Caracas ont dit à ma femme : « *Si votre député-maire ne se tait pas, ça va mal finir, on ne s'occupera plus de vous !* »

**Benoit Duquesne : *Pour être tout à fait complet, vous êtes amers parce que ça s'est terminé par votre remise en liberté mais au prix d'une rançon que vous avez versée,, que vous avez réglée parce que vous n'avez pas été aidés par le Quai d'Orsay.***

**Christophe Beck:** Absolument ! C'est ma famille qui a réglé ma rançon : 2 300 000 euros, tous frais compris. C'est toute une vie de travail partie en fumée.

**Benoit Duquesne: *On comprend votre amertume. Vous imaginez ce qu'auraient été***

***les choses si votre affaire avait été médiatisée.***

**Christophe Beck :** Si l'affaire avait été médiatisée, je pense que nos gens du Quai d'Orsay, à l'époque, se seraient sentis beaucoup plus concernés. Mon épouse est montée à Paris. (Nous, on est de la province, on dit toujours « Monter à Paris »). Elle est montée à Paris avec ma fille, mon fils et le député-maire pour rencontrer Monsieur Douste-Blazy. Elle voulait seulement 10 000 euros pour compléter les 650 millions de bolivar qu'ils voulaient à l'époque. On lui a purement et simplement refusé. Elle est redescendue à Perpignan. Il fallait payer. Alors qu'est-ce qu'elle a fait ? La famille a tiré tous les fonds de tiroirs, les amis aussi. Qu'est-ce qu'on va faire ? Et bien, il faut vendre la ferme. Une fois la ferme vendue, les ravisseurs ont demandé la

totalité. C'est là que les médias auraient été importants. Si l'État français avait prêté 10 000 euros et ça ne mettait pas l'Etat français en péril, je dis bien prêté parce qu'on avait des terres à Millas qu'on pouvait mettre sous garantie, on aurait alors payé la moitié et j'aurais passé six mois de moins dans la jungle. Voilà ce que je veux faire comprendre. Il faut médiatiser les otages quels qu'ils soient.

**« Il faut avoir les médias derrière soi pour faire bouger le corps politique ! »**

**Christophe Beck ex-otage**

**Benoit Duquesne : *Ça a le mérite d'être clair. Qui veut réagir à ça. Philippe Lobjois, vous qui avez suivi de près l'affaire Betancourt pour laquelle il y a eu une très forte médiatisation. On a beaucoup parlé de ce cas.***



**Philippe Lobjois.** Ce qui se passe, dans le cas de Monsieur, c'est une affaire terrible. Avec Ingrid Betancourt, on a fait le premier long documentaire de 90 minutes pour Canal plus, en 2003/2004. Elle était un peu connue mais pas plus que ça. Le documentaire a tourné dans le monde entier et ça a permis à tout le monde de s'engager un peu plus dans l'histoire. La première chose à dire, c'est que le quai

d'Orsay n'avait pas de personnel sur place pour pouvoir gérer la situation et c'est le même problème rencontré par Monsieur Beck. Nous, on l'a su par le biais des services. Il n'y avait personne pour négocier réellement avec les FARC. C'était un groupe politique et ils se sont servis à fond de la médiatisation pour pouvoir faire monter les enchères.

**Benoît Duquesne :** *Le quai d'Orsay était un peu désarmé...*

**Philippe Lobjois:** Totalement. Il n'y avait personne. Ils avaient envoyé un consul qui avait déjà fait ses armes depuis longtemps. Les FARC sont des gens assez pervers. Ils ont joué le jeu pour pouvoir monter le plus haut possible. Au sujet de l'affaire Betancourt, je pense maintenant, ayant pourtant été pro-médiatisation, que la médiatisation a été, dans ce cas-là, une erreur parce que ça a embringué le gouvernement français dans une affaire qui a mis plusieurs gouvernements à couteaux tirés avec la Colombie, le Venezuela... Tout le monde a voulu en tirer parti. Le Brésil aussi. Ça a abouti, d'un point de vue international, à des choses totalement sidérantes. Il y a eu une sorte de paroxysme de la médiatisation qui au bout du compte n'a servi à rien puisqu'elle a été libérée par les Colombiens. La médiatisation n'a pas servi la négociation. Je pense vraiment que ça doit être pensé au cas par cas. Selon à qui on a à faire, on décide de médiatiser ou pas. Je pense au cas des journalistes qu'on accuse d'être des espions. Il faut que la profession monte au créneau pour affirmer qu'un journaliste muni d'une carte de presse n'a rien d'un espion. Malheureusement, dans d'autres cas...

**Benoît Duquesne:** *C'est la façon de faire de certains journaux qui font savoir au plus vite que le journaliste n'est pas un espion mais bien un journaliste.*

**Philippe Lobjois :** Ce qui est positif, c'est que, dans les derniers cas qu'on a pu voir récemment, les négociations ont été très rapides. Il y a eu un journaliste et un homme d'affaires enlevés. Les affaires ont été traitées en moins de 10 jours. Le quai d'Orsay a versé des rançons pour l'un d'entre eux, enlevé il y a un an et demi en Somalie. La rançon était de 68 000 euros. C'était juste

crapuleux. Là, il y a eu avec Monsieur Beck un vrai problème avec le quai d'Orsay. Et puis il y avait déjà l'affaire Betancourt et ils n'avaient pas envie qu'il y ait deux comités. C'est mon point de vue. Je connais bien le dossier. Je crois qu'il a été sacrifié par rapport à Betancourt. La responsabilité politique est totale. Il faut dire la vérité.

**Benoît Duquesne :** *C'est quand même paradoxal d'avoir le témoignage du réalisateur du premier documentaire sur Ingrid Betancourt qui exprime une opinion plutôt contre la médiatisation. Il cherche à faire savoir aujourd'hui que c'est un scandale. C'est paradoxal de constater qu'un journaliste qui a contribué à populariser sa prise d'otage puisqu'elle n'était pas très connue admet que ce n'était peut-être pas une si bonne idée.*

*Monsieur Ryfman, vous êtes membre d'une ONG quelle est votre réflexion par rapport à cette question-là*

**Philippe Ryfman :** Je voudrais d'abord, et c'est peut-être un défaut d'universitaire, donner quelques chiffres. En 2008, il y a eu 62 travailleurs humanitaires qui ont été enlevés dont 60% en Somalie, au Soudan et en Afghanistan. Sur ces 62 personnes, il y a 44 employés nationaux et 18 étrangers. En 1998, il y a eu en tout 18 personnes, 6 nationaux et 12 internationaux. On estime que 25% de ce qu'on appelle dans le milieu humanitaire des « incidents de sécurité » (qui vont des agressions, des vols, des meurtres aux kidnappings et prises d'otage) sont des prises d'otage. C'est un réel problème pour les organisations.

**Benoît Duquesne :** *Au-delà des chiffres, vous-même, à Action Contre la Faim (ACF), est-ce que vous avez été amenés à vous concerter, à assoir une position ?*

**Philippe Ryfman :** Au-delà des chiffres que je citais juste parce qu'ils représentent une actualité quotidienne ou en tout cas très régulière, ce que l'on constate aujourd'hui, c'est une non-médiatisation, un refus de celle-ci. Pour une série de raisons. Il y a des raisons conjoncturelles : la médiatisation aurait des effets pervers. Pour les preneurs d'otages, elle renforce la valeur de l'otage. Elle contribue à une hausse des prix et c'est un premier élément qui conduit les

**« La médiatisation doit être pensée au cas par cas »**

**Philippe Lobjois, grand-reporter**

organisations humanitaires à la prudence. De plus, aujourd'hui la plupart des organisations essaient de gérer elles-mêmes donc le Quai d'Orsay et le ministère des Affaires Etrangères interviennent, éventuellement, en consultant, en support, en facilitant les contacts mais ils ne gèrent pas la prise d'otage dans le cas d'Action Contre la Faim. Je peux évoquer le cas de plusieurs travailleurs humanitaires pris en otages en Somalie en Novembre 2008. Ils ont été libérés en août 2009. Ils ont donc passé dix mois en détention. C'est l'ONG qui a totalement géré la prise d'otages du début à la fin. Le quai d'Orsay était au courant mais il n'était pas le maître d'œuvre.

**Benoit Duquesne: *il est absent parce que ça l'arrange d'être absent ou parce qu'il n'est pas en mesure d'être présent ?***

**Philippe Ryfman :** parce que l'ONG a le souci de garder le contrôle. Elle estime qu'elle a des responsabilités vis-à-vis de ses employés. Une responsabilité d'employeur mais aussi d'acteur humanitaire qui est une activité particulière, une activité à risque, une activité pour laquelle l'engagement est très fort. Ce ne sont pas uniquement quelques personnes qui vont s'occuper de ça mais la totalité de l'organisation. Ce qui répond un peu à ce que vous disiez tout à l'heure, Monsieur Beck et j'étais très sensible à ce que vous disiez.

**Benoit Duquesne: *Mais le quai d'Orsay, ça l'arrange qu'il y ait cette implication?***

**Philippe Ryfman :** ça l'arrange dans une certaine mesure. Il n'a pas directement à prendre ça en main. Il n'a à intervenir qu'en tant qu'appui, en tant que consultant, et c'est l'organisation qui mène elle-même les négociations avec les intermédiaires. J'étais très sensible à ce que disais Monsieur Beck parce que, chez nous, il y a toute une implication avec les familles. Elles ne sont pas laissées de côté. Elles ne sont pas abandonnées. Pour Action Contre la Faim, et c'est le cas pour d'autres ONG comme MSF qui a connu ce genre de problèmes, les familles sont très étroitement informées.

**Benoit Duquesne: *Ça veut dire qu'il faut bien choisir son ONG avant d'être pris en otage ?***



*« Il vaut mieux éviter de partir avec une petite structure sur les terrains à risque. »*

**P. Ryfman**

**Philippe Ryfman :** En effet, vous avez raison. Il vaut mieux, sur des terrains à risque, éviter de partir avec une toute petite structure qui ne sera pas à même de gérer un incident de sécurité qui peut être une prise d'otages. On a vu ça en Afghanistan.

**Benoit Duquesne: *Dans ce cas-là, c'est l'ONG qui a choisi de ne pas médiatiser alors ?***

**Philippe Ryfman:** C'est elle oui, mais elle n'est pas la seule. D'une façon générale aujourd'hui, les ONG humanitaires choisissent de ne pas médiatiser et ça va vous choquer en tant que journalistes, contrôlent beaucoup la communication. Jusqu'à anticiper la communication qui sera à faire au moment de la libération. Je l'ai constaté dans toute une série de cas que je ne citerai pas, vous comprendrez pourquoi. On recommande aux otages et à leur famille, qui sont libres de ne pas le respecter évidemment mais qui, en général, y adhèrent, de mener une communication assez limitée dans l'intérêt de ceux qui restent sur le terrain pour éviter de donner des idées à des gens mal intentionnés.

**Benoit Duquesne: *Il faut donc que les ONG envisagent tous les scénarios possibles, de sortie de crise : les positifs qui se terminent par une libération et les négatifs où l'otage ne sort pas.***

**Philippe Ryfman :** Ils sont en tout cas dans un souci de non-médiatisation parce que la tendance lourde aujourd'hui est de considérer que la médiatisation, dans ce cas de travailleurs humanitaires, est plus contre-productive que productive. Ceci étant, il peut y avoir des évolutions. Sur des prises d'otages très longues, il peut y avoir, une évolution, une médiatisation.

**Benoit Duquesne : *Selon les cas, on peut passer par une phase de détention non-médiatisée puis par une phase médiatisée parce qu'on considère que ça peut améliorer les choses, accélérer le processus ? Qui***

**décide ? C'est toujours l'ONG ?**

**Philippe Ryffman** : C'est l'ONG. Ceci étant, la famille reste libre de médiatiser. C'est ce qu'on a pu constater lors des prises d'otages récentes qui ont eu lieu aussi bien en France qu'à l'étranger. Les deux travailleuses humanitaires, une ougandaise et une irlandaise, qui ont été libérées au Darfour, il y a quelques jours. Personne, en dehors de la communauté humanitaire, ne savait qu'elles étaient détenues en otages. Or, elles sont restées en détention pendant plusieurs mois. C'est l'ONG qui avait pris cette décision et les familles ont respecté cette sorte d'embargo sur la communication. Finalement, elles ont été libérées au bout de plusieurs mois et on a annoncé le fait qu'elles avaient été capturées seulement au moment de leur libération.

**Benoit Duquesne**: *Il faut savoir si les choses se passent mieux quand il n'y a pas eu de médiatisation. Est-ce que l'usage nous a appris que les prises d'otage duraient moins longtemps, que le montant des rançons était moins élevé, que l'issue était plus souvent positive? On l'a constaté ou n'est-ce qu'une impression ?*

**Philippe Ryffman** : Dans le milieu humanitaire, on l'a constaté, les prises d'otage duraient moins longtemps. Certaines ont pourtant duré longtemps. Les négociations étaient facilitées par l'absence de médiatisation. Pour parler par euphémisme, on peut dire que le volet financier des négociations était facilité.

**Benoit Duquesne**: *Parce que ça faisait baisser les prix ?*

**Philippe Ryffman** : Ça fait effectivement baisser la valeur de l'otage. Dans l'exemple d'Action Contre la Faim, il y a eu médiatisation. La presse a été informée. Il y avait de temps à autre un communiqué de presse. Mais cette information était très contrôlée.

**Benoit Duquesne**: *Donc vous contrôlez et le quai d'Orsay est un repaire de consultants qui s'expriment quand on ne leur demande rien, à vous entendre. Mais l'information qui sort, c'est vous qui la gérez. Vous vous mettez d'accord pour que la presse relaie ce que vous voulez bien relayer.*

**Philippe Ryffman** : On ne peut pas soumettre une information aux médias bien entendu mais il y a un contrôle de l'information qui sort de l'ONG notamment sur la situation des otages et sur leur sort.

**Benoit Duquesne**: *Vous discutez avec des patrons de presse. Vous leur expliquez l'histoire, vous leur donnez les clefs. On vous demande de ne pas communiquer, de ne pas mettre certaines choses, de les dire à un certain rythme, etc ?*

**Philippe Ryffman** : Ça se fait comme ça mais ça se fait aussi avec des professionnels des médias qui indiquent une marche à suivre. Ce qui sera dit ne sera qu'une seule version des faits. Et pas la totalité de celle-ci non plus. Il y a une information contrôlée. Les informations que l'on va livrer ne sont bien sûr pas inexactes mais on ne va pas présenter la totalité de l'information en notre possession. Tout simplement pour indiquer que les négociations se poursuivent, que les familles sont très entourées, que les négociations évoluent, qu'on a des nouvelles des otages. Aujourd'hui le téléphone portable est un outil très banal. Par contre, on ne donnera pas d'enregistrement téléphonique. On dira : « Il y a eu un entretien téléphonique ».

**Benoit Duquesne**: *On ne médiatise pas les preuves de vie comme on a pu médiatiser les preuves de vie d'Ingrid Bétancourt ?*

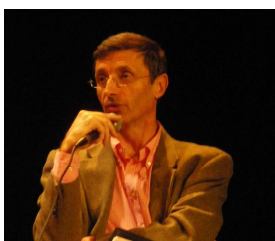
**Philippe Ryffman** : La communauté humanitaire a été très traumatisée à mesure par ce qui est arrivé lors des suites d'une prise d'otage, dans le Caucase en 2002/2004, d'un employé néerlandais de MSF qui s'appelait Arjan Erkel. Il y a eu une très forte médiatisation. Finalement l'État néerlandais s'est retourné contre l'ONG, lui a fait un procès pour réclamer le remboursement de la rançon qu'ils prétendaient avoir versée pour son compte. Ça a beaucoup perturbé les organisations humanitaires quand à l'attitude d'un État démocratique vis-à-vis d'une ONG. Ce fut un procès très long et assez retentissant de la part de l'État néerlandais.

**Benoit Duquesne**: *Philippe Lobjois, réaction par rapport à ce qui vient d'être dit ?*

**Philippe Lobjois** : C'est vrai, la tendance lourde aujourd'hui, c'est de médiatiser de moins en moins. Il y a actuellement une journaliste anglo-canadienne qui est otage depuis un an et demi aux mains d'une bande de bandits de grands chemins somaliens et le gouvernement canadien refuse de médiatiser. Elle est véritablement abandonnée. C'est une ancienne avocate qui a décidé d'embrasser le journalisme. Ça fait un an et demi qu'elle pourrit sur pieds. Ils lui donnent de temps en temps la permission d'envoyer un

message radio. Parfois, il y a médiatisation à outrance. Il faut aussi parfois passer au-dessus des Etats, de ce que vous dit le ministre. Et selon les cas, quand vous connaissez bien ceux à qui vous avez à faire, il faut peut-être laisser manœuvrer le gouvernement. Globalement, les anglais n'aiment pas négocier avec les terroristes.

**Benoit Duquesne: Philippe Chapleau, voulez-vous réagir à ce qui vient d'être dit ? Pour ma part, j'ai été choqué de voir à quel point les choses avaient évolué. Est-ce qu'au sein d'un journal comme le vôtre vous avez observé un changement de doctrine sur ces questions-là ?**



**Philippe Chapleau :** De doctrine non, mais quand Malbrunot qui travaillait depuis de nombreuses années au Proche-Orient a été capturé, nous avons été obligés de réfléchir à cette question.

On a établi trois principes auxquels on essaie de se tenir. Le premier, c'est que, dès qu'on est au courant d'une prise d'otage, on en parle. On ne s'interdit rien globalement. On médiatise d'entrée. À moins, bien sûr, qu'on ait une défense expresse de la part des autorités. Ça a été le cas une fois, et on a joué le jeu. De la même manière, dans des affaires de crime, si le procureur nous demande d'attendre 24 heures, on jouera le jeu.

Le deuxième principe est tout à fait propre à la maison : c'est le principe de retenue. On va essayer d'éviter de publier des photos d'otages dans des situations dégradantes. On va faire attention à la façon dont on va présenter l'affaire de manière à ne pas heurter les gens.

Et il y a un troisième principe qui est très important pour un journal comme Ouest-France c'est le principe de proximité. Dans une petite communauté, les choses se savent très vite. On est obligé de nous rapprocher de notre sujet. On s'aperçoit que les gens en savent parfois beaucoup plus que la rédaction dans un premier temps. Ça nous oblige à être réactifs. On a eu un cas intéressant l'année dernière lorsqu'un remorqueur du groupe Bourbon a été arraisonné au large du Cameroun par des rebelles qui étaient simplement, sûrement des va-nu-pieds. Ils s'appelaient les Bakassi Boys. Ils ont pris en otage l'équipage et il y avait une dizaine de

français à bord. Pendant les premières heures, on a traité le sujet de façon tout à fait normale et on a eu des remontées très rapides de nos rédactions locales qui nous ont dit qu'elles avaient des noms alors que l'armateur refusait de les communiquer. L'armateur confirmait que le bateau avait été capturé mais il ne voulait pas donner l'identité des français capturés.

**Benoit Duquesne :** *C'était sans compter sur les familles des matelots...*

**Philippe Chapleau :** Exactement. On a eu très rapidement des remontées et on a vu l'émotion générée. Le principe de retenue est mis mal parce qu'on est obligé d'aller aussi vite que la rumeur. Elle est souvent déformée. Sur les 10, il y avait 8 familles dans la zone de Ouest-France.

**Benoit Duquesne :** *Vous dites que sur demande expresse des autorités, on ne publie pas. Ça veut dire que vous faites parfois le tri dans les informations qu'on peut donner.*

**Philippe Chapleau :** C'est sûr, on est dans une période où l'information est très contrôlée. On a beaucoup d'affaires de piraterie et on constate que les armateurs ne peuvent pas cacher la vérité parce qu'il y a des gens sur place qui relaient l'information. Ils ont pourtant tendance à garder certaines informations, par exemple sur la nature de leur cargaison. C'est une manière d'en minimiser la valeur.

**Benoit Duquesne :** *De la drogue, des armes circulent mais quand c'est un bateau français qui est capturé c'est forcément du poisson c'est ça ?*

**Philippe Chapleau :** Pas forcément du poisson. Certaines cargaisons peuvent être très recherchées par les pirates. Ils peuvent aussi ne pas avoir le temps de fouiller tout le navire jusqu'au fond de cale. Leur rythme de communication n'est pas toujours celui des journaux. Nous sommes un quotidien et nous avons aussi un site internet qui fonctionne 24h/24 et il y a des informations qui tournent très rapidement. Sur l'affaire du navire de la société Bourbon, un journaliste camerounais a pu entrer en contact avec le capitaine des Bakassi Boys. On a pu le joindre sur son téléphone portable et il nous a informés qu'il allait remettre les otages aux autorités à 13h. On a repris cette information sous la forme d'une interview qu'on a mise en ligne et dans l'heure qui a suivi, on a eu droit à un tir de barrage des Affaires Etrangères qui nous sont tombés dessus pour nous demander comment on osait parler avec des gens comme ça. On peut aussi parler

avec des ravisseurs. En l'occurrence, on l'a fait.

**Benoit Duquesne:** *On en revient à la question faut-il médiatiser les prises d'otages? Et à celle qui en découle: à qui doit-on demander l'autorisation de médiatiser?*

**Philippe Chapleau :** La seule personne qui décide, c'est mon patron. S'il nous dit d'y aller, peu importe ce que dira le quai d'Orsay on le fera.

**Benoit Duquesne:** *Et ça, c'est tranché au niveau de la rédaction?*

**Philippe Chapleau :** C'est tranché au niveau de la rédaction.

**Benoit Duquesne:** *Christophe Beck. Vous n'avez pas eu de médiatisation parce que vous n'étiez qu'un pauvre français...*

**Christophe Beck :** Un pauvre français expatrié évidemment.

**Benoit Duquesne :** *Vous n'avez pas eu ce soutien là. Vous dites qu'il faut médiatiser. À l'époque, votre femme a suivi les conseils du quai d'Orsay.*

**Christophe Beck :** Elle était bien obligée. Ils menaçaient de ne pas s'occuper de l'affaire. On vous a lâché dans la nature puis on vous lâche une deuxième fois en somme. Il y avait l'affaire Betancourt qui concentrait l'attention des médias. Il ne fallait surtout pas qu'il y ait deux affaires en Colombie.

**Benoit Duquesne :** *Votre épouse n'a pas douté au bout de 100 jours, 150 jours. Ne s'est-elle pas dit « Ne vaudrait-il pas mieux communiquer ? »*

**Christophe Beck :** Qu'est-ce que vouliez qu'elle fasse ? Nous, on n'est pas des gens programmés pour ce genre de chose. On était les premiers surpris par tout ce qui s'est passé. Elle a réagi en fonction de tout ce que lui disait la police en poste à Caracas. Elle a suivi. Ça aurait été moi, je peux vous dire que ça ne se serait pas passé comme ça ! On n'a pas été médiatisés, on a payé double rançon. La famille n'a pas été aidée alors que les ONG accompagnent toutes les familles. Il y a un éventail de prises d'otages qui chacune correspond à quelque chose dans le canevas. Où on se situe? Comment faut-il faire ? C'est vrai, ça

me rend fou. Un comité de soutien, ça aurait permis à ma famille de tenir le choc, d'être soutenue psychologiquement. Il n'y a jamais eu ni psychiatre, ni psychologue.

**Benoit Duquesne:** *Et vous, vous aviez des échos de ce qui se passait?*

**Christophe Beck :** Absolument pas. Pendant sept mois et demi, je n'ai parlé absolument avec personne. Quand ma famille a commencé à verser de l'argent, on m'a changé de camp. J'avais des conditions un peu meilleures. J'avais une radio de temps en temps. Je n'ai jamais entendu Caracol, la radio qui parle aux otages colombiens. Un brin de musique quand ils voulaient c'est tout. J'ai jamais eu droit au téléphone alors j'aurais bien voulu entendre à la radio ma femme me parler. Pendant sept mois et demi rien. Quand ils m'ont changé de camp, j'ai eu droit à une chaise en plastique pour m'asseoir et à une table en plastique. Là, ils venaient manger avec moi. Ça a été la remise en forme. J'avais droit à un peu de musique, la Formule 1. Je leur avais dit que j'aimais bien la Formule 1.

**Benoit Duquesne :** *Quand on voit la médiatisation planétaire pour Ingrid Betancourt, on se rend compte que parfois l'intérêt politique de l'otage prime dans le traitement du dossier.*

**Philippe Chapleau :** On a vu les effets de la sur-médiatisation de l'affaire Betancourt. Il ne faut pas tomber dans l'excès inverse de la non-médiatisation. La médiatisation est vécue comme un élément de la stratégie de la gestion que les organisations humanitaires manient avec une très grande précaution. Dans certaines situations, la médiatisation peut s'imposer mais aujourd'hui c'est plutôt la démarche inverse : on se réserve la possibilité de médiatiser. En Afrique, au Niger, un haut diplomate canadien a été enlevé, le numéro un ou deux du ministère de l'information canadien. Ils ont fait une non-médiatisation absolue de cette affaire. On l'a finalement retrouvé au Mali. Ça m'a beaucoup surpris parce que c'était quelqu'un de connu.

**Christophe Beck :** Mais est-ce que le

*« La seule personne qui décide de médiatiser, c'est mon patron. S'il décide d'y aller, peu importe ce que dira le quai d'Orsay, on ira... »*

**Philippe Chapleau, grand-reporter à Ouest-France**

gouvernement canadien n'avait pas envoyé quelqu'un de compétent pour négocier avec les ravisseurs ?

**Benoit Duquesne :** *On agit donc au cas par cas. Je me souviens que, quand j'étais plus jeune, il y avait parfois des prises d'otages d'enfants d'industriels. Assez vite la presse a arrêté d'en parler et les prises d'otages ont cessé. À l'échelle de la planète peut-on imaginer faire baisser le nombre de prises d'otages, la valeur des otages ?*

**Philippe Ryffman :** Je crois être pessimiste de ce point de vue. Il y a d'autres raisons qui expliquent les prises d'otages. Pour nous, c'est de toute façon une insécurisation croissante du travail humanitaire. Entre 2006 et 2008, le nombre de problèmes liés à la sécurité a doublé. Jusqu'en 2006, ça restait proportionnel au nombre de travailleurs sur le terrain.

**Benoit Duquesne :** *Il y a de plus en plus de problèmes et on en parle de moins en moins.*

**Philippe Lobjois :** Je voulais dire que les européens paient systématiquement même quand il est dit le contraire parfois. Les européens, à l'exception des britanniques. Eux se comportent comme les canadiens ou les australiens. Les français ont une plus forte valeur marchande.

**Philippe Ryffman :** Je ne partage absolument pas votre avis. Dans le domaine humanitaire il n'y a jamais de rançon mais il y a des négociations qui coûtent très cher, notamment en ce qui concerne les frais des intermédiaires. L'organisation humanitaire ne peut pas utiliser ses fonds pour payer des rançons mais peut, par contre, mener un programme de développement au sein d'une communauté. Il y a parfois des flux financiers qui ne s'appellent pas des rançons.

**Christophe Beck :** Des prises d'otages, il y en aura de plus en plus, y compris sur le territoire français, il ne faut pas se faire d'illusion là-dessus. Vos statistiques le montrent bien.

**Philippe Lobjois :** On a l'exemple du gang des barbares. C'est un phénomène récent.

**Benoit Duquesne:** *On dit qu'il y a plus de micro-enlèvements comme ça.*

**Christophe Beck :** Maintenant un routard, un touriste, un étudiant peuvent être pris en otage. Par forcément des gens comme moi qui représentait une certaine valeur marchande.

**Benoit Duquesne:** *Y-a-t-il des commentaires, des questions venant de l'assistance ?*



**« Je pense qu'il faut médiatiser parce que ça permet aux familles de mieux résister. »** Christophe Beck

**Question de la salle :** Une réaction par rapport à ce que disait Monsieur Beck. La médiatisation est une garantie pour que l'otage ne soit pas exécuté. Êtes-vous favorable à une médiatisation de l'otage en tous les cas ?

**Benoit Duquesne :** *Est-ce une sacralisation de l'otage en somme ?*

**Intervenant salle :** Voilà, j'ai l'impression que toutes les prises d'otages sont différentes selon que les preneurs d'otages soient somaliens, afghans, yéménites ou colombiens. Selon que l'objectif soit financier ou politique. Est-ce que finalement l'exécution ou la libération d'un otage n'est pas décidée dès le départ ?

**Christophe Beck** Pas du tout ! Vous savez, ces gens-là n'ont pas de calendrier fixe. Ils vous enlèvent et évoluent au fur et à mesure de la situation. Je pense qu'il faut médiatiser parce que ça permet aux familles de mieux résister, de monter des comités de soutien et ça fait bouger les politiques. Parce que pour beaucoup d'Etats si vous n'êtes pas journaliste ou politique, vous n'avez aucune valeur.

**Benoit Duquesne:** *Monsieur Ryffman, est-ce qu'il y a des faits de sacralisation ? Est-ce que le fait de parler d'un otage le protège en même temps que ça fait monter sa côte ?*

**Philippe Ryffman :** Dans un certain nombre de cas, je ne peux pas répondre non. Je voudrais revenir sur la question que je trouve tout à fait intéressante. J'ai évoqué des situations où le

risque principal n'est pas d'être exécuté par les ravisseurs. Le risque est de pourrir au fond d'une geôle. Il n'y a pas un risque vital immédiat donc l'appréciation n'est pas la même que s'il y a un risque d'exécution. Les cas où il y a un risque d'exécution ne sont pas les plus fréquents. Ce n'est, en tout cas, pas à ça que sont confrontées les ONG. Quand il y a mort, c'est quand il y a un assassinat ou à la suite d'un attentat ciblé ou non ciblé. Les preneurs d'otages ne cherchent pas à tuer les travailleurs humanitaires mais plutôt à se constituer une sorte de capital qu'ils vont ensuite monnayer. Les conditions de la médiatisation, ou de son absence ne peuvent pas être les mêmes non plus.



**Philippe Lobjois** : Il faut bien comprendre que, dans le monde, il y a des otages politiques et d'autres financiers. On a vu, en Irak, que les otages pris par le groupe de Zarkaoui, donc Al Qaida, étaient quasi systématiquement exécutés. On est là dans une autre dimension. Il n'y a pas de négociations. Quelques personnes sont passées au travers mais il faut se rappeler de cette époque où les otages étaient exécutés sommairement. On faisait vaguement paraître des images sur internet.

**Benoit Duquesne** : *C'est leur exécution qui était médiatisée.*

**Philippe Lobjois** : Dans les trois-quarts des cas, il s'agit d'histoires de finances. Le but est de faire du business d'une manière ou d'une autre. C'est au gouvernement d'avoir les bons interlocuteurs, les bons négociateurs. Dans le cas de la Colombie ou du Venezuela, ça n'a pas été le cas.

**Benoit Duquesne** : *C'est la question qu'on s'est posée aussi concernant les otages du Figaro. On a assisté à des épisodes incroyables. Un député français aurait eu les clefs pour libérer ces otages.*

**Philippe Chapleau** : Julliard, oui. Je voudrais faire une remarque sur le problème des interventions et des risques de victimes. Il y a actuellement un gros problème avec les pirates somaliens et avec la piraterie qui se développe

dans le Golfe d'Aden. Il y a une tendance qui est claire. La France, quand des navigateurs français sont pris en otage, a tendance à intervenir militairement. On voit que, lors des trois dernières prises d'otages de bateaux français, il y a eu des interventions militaires armées qui ont débouché sur morts d'hommes. C'est un facteur nouveau. Le cas le plus dramatique est celui du Tanit, le voilier parti de Vannes qui s'est soldé par la mort de deux des preneurs d'otages et par la mort du skipper. On ne sait toujours pas officiellement à qui ou à quoi elle est due.

**Benoit Duquesne** : *Je crois qu'on le sait à peu près.*

**Philippe Chapleau** : J'ai dit « officiellement »

**Benoit Duquesne** : *L'épouse du skipper continue de penser que les choses auraient pu s'arranger plus simplement à terre avec du temps et des versements de rançon.*

**Philippe Lobjois** : Là, à mon avis, c'était un peu utopique. J'ai eu des informations parce que je connaissais bien l'histoire. Il y a eu, là encore, un problème de négociation. Ça devait être la gendarmerie qui devait intervenir, le GIGN, et en fait, c'est l'armée qui est intervenue. Il y a eu un problème de commandement en France au niveau de l'état-major et le GIGN s'est retiré parce qu'ils ne voulaient pas intervenir de la manière prévue. Les commandos Hubert sont intervenus. Ils sont beaucoup plus militaires et ils n'ont pas hésité à tirer dans le tas. Ça rejoint ce qu'on a dit sur l'efficacité des négociateurs.

**Question de la salle** : Monsieur Beck a fustigé l'attitude de l'Etat concernant sa situation. Quel a été, selon vous, l'intérêt de l'Etat de ne pas médiatiser la situation.

**Christophe Beck** : Mon avis est très simple. Il y avait l'affaire Betancourt en Colombie qui était très médiatisée.

**Benoit Duquesne** : *On ne traite pas deux dossiers à la fois...*

**Christophe Beck** : Ensuite, c'était politique. Moi, je n'étais qu'un petit éleveur expatrié au Venezuela. « On va laisser moisir l'affaire, sa famille va se débrouiller. »

**Philippe Lobjois** : Je pense que c'est tout à fait ça, en fait. Ils avaient vraiment peur que l'ELN (Ejército de Liberación Nacional) une branche dissidente des FARC, suive le même chemin que les FARC et que la médiatisation fasse grimper le

prix et que le quai d'Orsay soit complètement dépassé.

**Benoit Duquesne:** *Philippe Ryfman, les otages ont ainsi une valeur différente selon ce qu'ils représentent ?*

**Philippe Ryfman :** Je ne connaissais l'affaire de Monsieur Beck que par l'intermédiaire des médias et j'en apprend beaucoup aujourd'hui. Je ne connaissais pas le dossier du côté de l'État. Ce que je peux dire, c'est qu'un centre de crise a été créé au quai d'Orsay depuis deux ans et qu'il a un rôle incontestable. Il y a deux millions d'expatriés et sept millions de français qui voyagent (touristes ou hommes d'affaires). Il est clair que le travail effectué est proportionnel aux moyens de l'État, aux moyens du ministère des Affaires Étrangères.

**Benoit Duquesne:** *On ne peut pas leur jeter la pierre comme je l'ai fait tout à l'heure. Ils font ce qu'ils peuvent avec les moyens qu'ils ont.*

**Christophe Beck :** Concernant mon affaire, le GIGN est descendu deux jours avant ma libération à Caracas pour regarder si le dossier du fameux commissaire de Caracas était bien rempli...

**Philippe Ryfman :** Les citoyens ont un rôle à jouer dans un certain nombre de pays. Il faut dire à la décharge de l'État que, maintenant, sur le site du quai d'Orsay, il y a un certain nombre d'informations. Certains de nos compatriotes sont relativement inconscients, ne veulent pas savoir. Ça a été le cas de la Tanit. Il y a eu une prise d'otages de touristes français au Pakistan. Franchement, on ne fait pas de tourisme dans cette région !

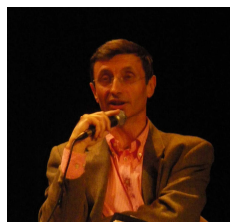
**Benoit Duquesne:** *Peut-on faire du journalisme dans toutes les régions ? Le quai d'Orsay insiste parfois pour déconseiller aux journalistes de se rendre dans des endroits dangereux.*

**Philippe Ryfman :** Les journalistes font leur travail. Concernant un homme d'affaire ou un touriste, il y a quand même un minimum d'attention à avoir sur la situation d'un certain nombre de pays. Ce n'est pas parce que les autorités lancent des avis de précaution qu'il ne faut pas les croire.

**Philippe Lobjois :** Concernant la Tanit, on sait qu'ils avaient croisé la marine française qui leur avait fortement déconseillé d'aller dans la zone en question.

**Benoit Duquesne:** *Ils avaient aussi rencontré des gens du voilier Le Carré d'As.*

**Question de la salle :** Je me demandais comment les journalistes appliquaient les consignes des politiques. Comment se posaient-ils la question ? Appliquaient-ils les principes de précaution dès le départ ? Comment évaluaient-ils les risques ? Quand décide-t-on de passer outre les recommandations ?



**Philippe Chapleau :** Le principe, c'est effectivement, que si on nous demande de ne pas médiatiser, on ne le fait pas mais je ne me souviens pas à Ouest-France d'une intervention directe du quai d'Orsay ou d'un quelconque pouvoir politique. On a eu des interventions pour des affaires criminelles, le procureur nous a demandé de ne pas intervenir. Dans les cas d'otages, depuis 20 ans que je travaille à Ouest-France, on n'a pas eu d'intervention directe. On a eu en revanche des pressions des autorités, des familles ou des entreprises dont les personnels sont pris en otages.

**Benoit Duquesne :** *Quelle est la différence entre une intervention d'une autorité et une pression d'une autorité ?*

**Philippe Chapleau :** La pression, c'est quand on nous dit : « Vous êtes au courant de tel élément, vous le mettez sous le coude pour l'instant. » Il y a des échanges d'informations, des renvois qu'on peut très bien utiliser. Si on juge que l'information doit être donnée, on va le faire

**Question de la salle :** Pour rester sur la question des journalistes, des prises d'otages de journalistes, on en a vu un certain nombre ces dernières années. J'imagine bien que ça ne freine pas l'envie de faire son travail, d'aller sur le terrain. La question est la suivante: comment est réfléchi l'éventualité d'une prise d'otage ? Est-ce que toutes les éventualités sont creusées avec la rédaction ?

**Philippe Chapleau :** Je peux vous donner un élément de réponse concernant Ouest France. Il y a des zones où notre PDG nous interdit de mettre les pieds. Par exemple, il nous a interdit d'aller en

Irak en 2003. Or, on avait déjà préparé un plan journalistique pour suivre l'attaque sur Bagdad. Quelques jours avant, on a eu un ordre très ferme de sa part. Personne ne devait se trouver sur le terrain. On a fait valoir nos arguments. Lui, a fait valoir les siens et puis on a patienté.

**Benoît Duquesne :** Que fait-on quand Sarkozy puis Kouchner disent qu'il n'est plus possible que les journalistes aillent faire n'importe quel reportage, n'importe comment ?

**Philippe Chapleau :** Nous, c'est une décision d'entreprise. Ce n'est pas une décision politique mais une décision propre à notre PDG. On peut nous, en tant que journalistes, faire-valoir nos arguments, expliquer quelles précautions on veut prendre, quel est l'intérêt d'aller sur place mais in fine c'est lui qui décidera. Je devais aller en Côte-d'Ivoire après le putsch en 2002 et il m'a interdit de partir. J'y suis allé un peu plus tard quand la situation n'était pas beaucoup plus calme d'ailleurs. On peut lui reconnaître cette qualité : il prend soin de ses journalistes. On peut aussi dire qu'il est très timoré, qu'il ne veut pas que nous fassions notre travail. Nous, on accepte et on comprend son point de vue.

**Benoît Duquesne :** *Philippe Lobjois, est-ce qu'on anticipe une éventuelle prise d'otage ?*

**Philippe Lobjois :** Au sujet de la Colombie, on a eu un contact avec les FARC. Nous sommes allés chez eux. Nous nous sommes dit qu'ils nous avaient fait venir et que nous n'étions pas sûrs de repartir. Dans ces cas-là, on se minimise soi-même. On faisait bien passer le message : « On n'est pas intéressants, on n'a pas d'argent, il n'y a personne derrière nous, ça n'en vaut pas la peine. » Globalement, on était en face d'un groupe politique bien structuré et on était là en tant que journalistes français chargés de faire passer des informations. On est rentrés chez eux deux fois et on est ressortis intacts. On a dû garder le secret, on a rendu des comptes uniquement au quai d'Orsay sur ce qui s'était passé. On n'a même pas pu diffuser réellement. On a parlé à la radio mais c'est tout.

**Benoît Duquesne :** *En accord avec eux ?*

**Philippe Lobjois :** C'était un peu compliqué. On attendait d'autres informations. On a pu filmer un certain nombre de choses mais on n'a pas pu sortir parce que c'était toujours mieux après. On n'attendait d'avoir la totalité. En fait, six mois après, Ingrid Betancourt était libérée par l'armée et notre travail n'avait plus d'intérêt.

**Benoît Duquesne :** *Mauvais plan alors ?*

**Philippe Lobjois :** On avait déjà fait un très beau documentaire alors on était content. On aurait voulu faire la suite, poursuivre le travail mais ça n'a pas été possible.

**Question de la salle :** Monsieur Chapleau, vous avez dit que vous n'aviez pas reçu d'intervention directe du pouvoir politique. Il me semble que Nicolas Sarkozy a décidé de faire de l'affaire Betancourt un argument de campagne. Les médias sont bien obligés de suivre non ? Est-ce que l'issue aurait été différente s'il n'en avait pas décidé ainsi ?

**Benoît Duquesne :** *Vous pensez que ça a été contre-productif ?*

**Intervenant salle :** Je ne sais pas. Je crois que les médias n'ont pas eu leur mot à dire. Ils ont été contraints de suivre. Sur la médiatisation subie, il me semble qu'avec internet aujourd'hui les prises d'otages Al Qaida au Pakistan ou Afghanistan, non financières, sont médiatisées par les preneurs d'otages eux-mêmes qui peuvent envoyer leurs vidéos sur internet.

**Benoît Duquesne :** *ça a été le cas pour le journaliste Daniel Pearl.*

**Philippe Chapleau :** On n'a pas attendu à Ouest-France que Nicolas Sarkozy relance l'affaire pour parler d'Ingrid Betancourt. On a un correspondant en Colombie depuis sept ou huit ans et il a beaucoup travaillé sur l'affaire Betancourt. Il faudrait faire la pige de tous les papiers qu'on a écrits avant sa libération et après. Je suis sûr qu'on a été très présents sur cette affaire. Nous n'avons pas attendu la mobilisation d'un homme politique qui sifflerait un grand coup de sifflet et qui dirait « Attention à vos marques ».

**Philippe Lobjois :** Les médias n'ont pas attendu pour parler de l'affaire Betancourt mais le fait que Sarkozy parle ouvertement de cette affaire a conduit à un paroxysme de la médiatisation. C'est devenu une affaire d'Etat et c'est devenu, à ce moment-là, contre-productif. D'un seul coup, les FARC, un vieux groupe politico-militaire, se sont retrouvés face à un président officiellement élu qui leur parlait. Nous étions chez les FARC lorsqu'il y a eu ce premier discours. Nous avons vu ça sur une vieille télé et pour eux c'était l'extase absolue : on leur parlait ! Subitement, tout s'est emballé. Uribe, Chavez étaient à couteaux tirés pour savoir qui allait la libérer en premier. Sur place, on a vu des choses totalement surréalistes en termes de politique internationale.

Là, tout ce qu'il ne fallait pas faire a été fait. Les médias ne pouvaient pas faire grand chose de plus. Le départ a été donné par les politiques pas par les médias.



**« Le fait que Sarkozy parle ouvertement de l'affaire Betancourt a conduit à un paroxysme de la médiatisation. C'est devenu une affaire d'Etat et c'est devenu, à ce moment-là, contre-productif »**

#### Philippe Lobjois

**Christophe Beck** : Il faut savoir que la France, l'Espagne, la Suisse, avant que Sarkozy n'arrive au pouvoir, était en train de négocier avec Bogotá une zone démilitarisée pour négocier les otages avec les FARC. C'est à cette époque-là que les FARC et l'ELN avaient cessé de séquestrer en Colombie mais déplaçaient en Colombie des otages séquestrés ailleurs. Ça a été mon cas.

**Question de la salle** : Je voulais revenir sur les différentes politiques concernant les prises d'otages. Vous nous avez expliqué que les pays anglo-saxons ne négociaient pas. Globalement, en Europe sauf au Royaume-Uni, c'est différent. Je voudrais avoir des précisions sur la politique chinoise. Comment la plus grande dictature du monde réagit quand ses habitants sont pris en otages ?

**Benoît Duquesne**: *Les chinois en effet font partie des personnes les plus séquestrées au monde. Ce sont des cibles de choix.*

**Philippe Chapleau** : Il y a des cas, en ce moment, de chinois pris en otages. Un navire a été capturé hier ou avant-hier sur les côtes somaliennes. On peut se poser la question de savoir comment les autorités chinoises vont réagir. La première mesure qu'ils ont prise, il y a quelques mois, c'est de déployer un certain nombre de bateaux sur la zone en question. On ne les a pas encore vus intervenir militairement. À

mon avis, ils sont en mesure de le faire. On pourrait assister alors à la reprise de force d'un bateau chinois.

**Philippe Lobjois** : Je pense qu'ils négocieront comme les russes ont négocié à une époque, c'est-à-dire par la force.

**Philippe Ryffman** : Il ne faut pas uniquement regarder ce que font les États. Pour la Somalie, je ne suis pas spécialisé sur la piraterie mais pour les travailleurs humanitaires, la corne de l'Afrique est un lieu important sur lequel on a des informations. Nous suivons donc ces affaires-là. On constate que les thoniers français ont des protections armées, officiellement de l'Etat. Les espagnols n'en ont pas. Que viennent de faire les thoniers espagnols ? Ils ont pris des protections militaires britanniques, des mercenaires, des spécialistes de la sécurité. L'Etat ne veut pas se mouiller, les armateurs le font maintenant. On a un emballement dans la zone qui peut dégénérer dans des clashes humains considérables.

**Benoît Duquesne**: *Les français viennent de repousser une attaque il y a quelques jours. On n'a pas eu de précisions sur les pertes humaines du côté des pirates.*

**Question de la salle** : Je voulais avoir la vision de Madame Beck par rapport à la détention de son mari.

**Benoît Duquesne** : **Pouvez-vous nous dire comment vous l'avez vécue ?**



**Martine Beck** : J'ai vécu ça comme n'importe qui l'aurait vécu. Il a fallu que je m'occupe seule de faire libérer mon époux. J'ai dû vendre la ferme, m'occuper du personnel sur place, vendre le bétail. J'y suis arrivée.

**Benoît Duquesne** : **Que faisait le quai d'Orsay ?**

**Martine Beck** : Le quai d'Orsay m'a reçue en juin. Je devais rencontrer Monsieur Douste-Blazy qui

était très occupé parce que c'était le jour de l'inauguration du musée du quai Branly donc il n'avait pas le temps de recevoir Madame Beck. C'est un de ses bras-droits, le quatrième ou cinquième, qui m'a reçue. Il m'a dit qu'il était très au courant de l'affaire de mon mari, qu'il la suivait au jour le jour. Quand ma fille lui a demandé si Monsieur le Président de la République pouvait en parler à Monsieur Chavez. On lui a répondu que ça avait été fait au mois d'octobre... Ma fille l'a remercié en lui disant que son père avait été séquestré au mois de décembre ! Il était donc très au courant de l'affaire de mon mari !

**Benoît Duquesne : A un moment avez-vous douté sur cette non-médiatisation? Avez-vous eu la tentation d'enfreindre les consignes?**

**Martine Beck :** Chaque fois qu'un petit article passait de la région de Perpignan, l'AFP le communiquait en Colombie. Bien évidemment, les policiers français en place regardaient journalièrement. J'avais un coup de téléphone qui me disait « Arrêtez de médiatiser sinon on ne s'occupera plus de vous ! ».

**Benoît Duquesne : Avez-vous revu ces gens après la libération de votre mari ?**

**Martine Beck:** Absolument pas. J'ai eu l'ambassadeur de l'époque, Monsieur Vendorme, qui a essayé de m'aider. Il a essayé de trouver les 10 000 euros qui me manquaient dans ses relations quand il est rentré à Paris. Au mois d'août, quand j'ai vendu la propriété, il n'a pas été très content mais enfin, rien ne m'avait été promis, rien ne m'avait été garanti. J'ai dû me débrouiller par mes propres moyens.

**Benoît Duquesne : Qu'est-ce qui pourrait vous réconcilier avec les autorités françaises?**

**Martine Beck :** Rien !

**Christophe Beck :** Surtout pas avec ceux-là ! Qu'ils viennent moi je les recevrai, pas avec un fusil avec des paroles. L'Etat français avait dit à ma femme qu'ils avaient des gens compétents pour remettre la rançon. Et, le moment venu, ma famille a dû se débrouiller seule. Il a fallu qu'on trouve une personne au Venezuela, qu'on a payé pour les emmener. Quand mon fils est venu me récupérer dans le fief de la guérilla, du côté vénézuélien, ils étaient bien au chaud à Caracas et ils lui téléphonaient pour lui dire de se dépêcher ! Personne n'était là quand c'était dangereux...

**Question de la salle:** Tout à l'heure, quelqu'un a

évoqué les situations dans lesquelles les otages sont exécutés. Il faut rappeler que, dans le cas de l'Irak, nous étions dans des situations de guerre, d'invasion par l'armée américaine. Nous sommes dans un cas de figure d'ingérence. Je voudrais demander au professeur de Droit, dans quelle mesure et par quels mécanismes, on peut engager la responsabilité de l'Etat quand il y a des prises d'otages qu'elles débouchent ou non sur des exécutions ?

**Benoît Duquesne: Il y avait des circonstances particulières certes mais il n'y a pas de circonstances qui justifient des actes de barbarie quand même.**

**Philippe Ryfman :** Je ne suis pas professeur de Droit mais de sciences politiques. Je suis juriste. La réponse à votre question demanderait un long développement mais je peux dire, qu'à cette époque, il y a eu l'assassinat d'une américaine travaillant pour une organisation humanitaire et qui vivait en Irak depuis 25 ans, mariée avec un irakien et totalement insérée dans la société irakienne. Son ONG lui avait demandé de partir et elle avait démissionné. Elle avait créé une association locale. Elle a été tuée dans des conditions atroces, pour des motifs politiques si l'on veut. Je répondrai à la question d'une manière un peu différente. La question qui se pose, et elle se pose pour les entreprises qui ont du personnel sur le terrain comme pour les ONG, ou pour les Nations Unies, est la question de la responsabilité de ces structures et des recours juridiques et judiciaires qui peuvent exister. Elles ont toutes des assurances pratiquement. Pour les organisations humanitaires, la question se pose différemment que pour les entreprises, parce que par essence, ce sont des activités à risque. La prise de risque est acceptée par les organisations et par les gens qui travaillent pour elles. On constate que, quand il y a des blessures, des mutilations ou des décès, il y a un processus d'indemnisation, de récupération pécuniaire qui fonctionne au profit des victimes ou des familles.

**Philippe Chapleau :** Juste une précision une équipe de la DCL, composée d'ingénieurs et de techniciens qui construisaient un sous-marin au Pakistan a été victime d'un attentat en mai 2002. Ça a donné lieu à des procédures civiles, prud'hommes, etc. Cette histoire n'est pas tout à fait terminée. Le gouvernement a sorti une convention assez intéressante. Il est prêt à signer une convention avec les entreprises qui ont déployé du personnel dans des zones à risque. Elle fait passer ce personnel sous statut militaire, c'est-à-dire qu'ils deviennent temporairement des réservistes. Ça a l'air un peu bizarre mais l'idée

n'est pas si bête que cela parce qu'ils vont bénéficier de couvertures de l'Etat, des armées sur la santé, les assurances et la sécurité. Les gens de la DCL n'avaient pas cette couverture sécuritaire. Ils étaient dans un bus et devaient avoir deux vagues gardiens pakistanais avec eux. Ils faisaient tous les jours le même trajet en bus et ont été victimes d'un attentat. L'Etat fait parfois preuve d'initiative et là on a un exemple.

**Benoit Duquesne : Une dernière question ?**

**Question de la salle :** Je voudrais revenir sur l'affaire de Clothilde Reiss en Iran. On l'a beaucoup médiatisée au début et là on n'en parle plus du tout alors qu'elle est toujours en Iran. Est-ce que l'Etat médiatise plus ça alors que ce n'est pas une prise d'otage à proprement parler ? Est-ce qu'on ne médiatise plus parce que la mode est

passée ?

**Philippe Lobjois:** Je crois qu'une négociation est en cours et que là ils sont sur les points de détail. Ils vont finir par signer en bas mais il y reste quelques alinéas à régler entre les deux gouvernements. Il y a eu une médiatisation au début et ça s'est arrêté d'un coup parce que l'affaire avait été prise en main. Kouchner est monté au créneau. Là c'est d'Etat à Etat donc c'est à peu près contrôlé.

**Christophe Beck :** Otages du Monde s'est mobilisé sur cette question en faisant circuler des pétitions pour sa libération.

**Benoit Duquesne :** Merci à vous tous d'avoir bien voulu participer à ce débat.

---

**Otages du Monde remercie ses partenaires :**



**Responsable de la publication :**  
Francis CHOURAQUI

**Responsable de la rédaction :**  
Martine GAUFFENY

**Retranscription de la conférence :**  
Cécile PAUGAM

**Otages du Monde :** 26, rue Vignon –  
75009 PARIS

**Tel :** 06 75 76 09 39

[www.otages-du-monde.com](http://www.otages-du-monde.com)